

Merci à LYRONA
Membre du site devenez-fonctionnaire.fr
pour le partage de sa copie

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Nous l'emploie

Pour l'emploi de : *Inspecteur Financier Public*

Épreuve n° :

Matière : *NDS 066*

Date :

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
10,25

La biodiversité représente un facteur essentiel du bon fonctionnement des écosystèmes.

La dégradation a eu un impact négatif sur le climat et sur les conditions de vie des populations. Les experts sont inquiets, ils estiment que la moitié des espèces vivantes pourraient disparaître d'ici cent ans. Ils parlent même d'une possible extinction de masse due aux activités humaines qui dégradent les milieux naturels.

Face à la lutte contre le réchauffement climatique de ces dernières décennies, la protection de la biodiversité est un enjeu essentiel, car c'est que les moyens de financement des mesures de préservation du climat.

Protéger la biodiversité est devenu le plus important enjeu de la vie économique moderne.

Comprendre le rôle de la biodiversité (A) et les causes de sa dégradation (B) sont très importants pour pouvoir agir en faveur du climat.

A - La biodiversité constitue le moteur de nos vies.

La biodiversité est constituée de l'ensemble des milieux naturels et des formes de vie.

toutes les échelles, des océans aux forêts, ainsi que la diversité des espèces qui vivent dans ces milieux et les relations entre elles. C'est pourquoi le but de l'étude la biodiversité est de comprendre les lieux et les interactions existantes dans le monde vivant. Lorsque ces milieux naturels et espèces sont en bon état, ils peuvent assurer l'équilibre contre des phénomènes négatifs. De plus, ils contribuent à la fertilité du sol, à la pollinisation des végétaux, protègent contre l'érosion du sol et les inondations. La biodiversité nous offre de beaux cadres de vie et de tourisme aussi.

Aujourd'hui la biodiversité est menacée par plusieurs causes

B- De multiples facteurs qui provoquent la disparition d'espèces ou de milieux naturels

À part les causes naturelles, il y a eu d'autres facteurs qui ont contribué à la diminution de la biodiversité. Ainsi, aménagement de milieux naturels ont été détruits ou fragmentés pour permettre la construction de logements ou le développement des infrastructures et transport. Les activités industrielles ont provoqué la pollution de l'eau, du sol et de l'air. Les espèces sauvages ont été exploitées de manière irrationnelle : surpêche, braconnage, déforestation. L'homme a introduit des espèces exotiques qui ont détruit l'équilibre naturel. Le changement climatique a modifié les conditions

normales de vie des espèces, ce qui les a obligés de migrer vers d'autres territoires ou s'adapter difficilement. Un autre facteur qui portait serait le fait que le prix de la destruction de la biodiversité ne s'est pas reflété dans le prix des produits.

Devant le constat inquiétant de la dégradation de la biodiversité, des mécanismes de financement de la protection environnementale s'imposent.

II - Le financement de la biodiversité soulève de nouvelles problématiques

Au niveau international et européen des conventions (A) et des mécanismes de financement ont été mis en place pour protéger le climat.

A - La Convention sur la diversité biologique (CDB) a défini trois grands objectifs pour le climat.

La Convention sur la diversité biologique, sous l'égide des Nations Unies, de juin 1992, a inspiré de bonnes pratiques pour les pays. Ainsi, la France a ratifié le protocole de Nagoya en 2016. Ce protocole comporte trois volets : l'accès aux ressources, un volet relatif au partage des avantages et un troisième volet obligatoire sur le respect des obligations. Donc la CDB, ratifiée par plus de 150 pays a inspiré de multiples "logos d'entreprises" pour les acteurs publics et privés.

D'autres programmes, comme Via Programme 2020,

inviitent les entreprises à financer des projets d'adaptabilité et de restauration des terrains agricoles et forestiers en France.

Le rapport de l'OCDE décrit les mécanismes de financement de la biodiversité.

Des mécanismes divers ont effets au niveau mondial et européen pour la biodiversité.

Des fonds de garantie destinés aux fonds d'investissement ont été créés dans plus de 50 pays, surtout dans les régions d'Amérique latine et Caraïbes. Ces fonds financent des projets divers, surtout dans le milieu.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a alloué 6,6 milliards de dollars pour la biodiversité et aux projets sur le changement climatique aux Seychelles. Le FEM aide aussi les agences gouvernementales, les organisations de la société civile, les entreprises privées et les instituts de recherche afin de répondre aux objectifs et aux accords internationaux sur l'environnement. Un autre mécanisme, le régime fiscale environnementale (RFE) créée a alloué la fiscalité des activités économiques négatives pour le climat.

L'Europe se trouve au cœur de cette lutte contre le réchauffement climatique puisqu'elle consacrerait 320 milliards d'euros aux objectifs climatiques de son prochain budget 2021-2027. En 2015, le Conseil européen a lancé le mécanisme de financement du

capital naturel (NCF) pour rendre l'infrastructure verte. Le projet Rendre le capital de l'Europe à la vie sauvage comprendra les petites entreprises et contribuera à restaurer les paysages naturels et les écosystèmes. Le programme LIFE fournira 40 milliards d'euros supplémentaires pour aider les Européens à le mettre en place et des projets.

Avec des politiques et des mécanismes de financement de plus en plus innovants, la biodiversité peut être sauvée.

II) Dots de propositions.

Le réchauffement climatique et ses conséquences négatives sur la vie humaine et animale est devenu une préoccupation importante pour tous les pays. C'est pour ça que la France est un acteur très impliqué dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour atteindre ce but, la France pourrait mettre en place des mécanismes incitatifs (I) et coercitifs (II) à la fois.

I) Des financements attractifs pour les nouvelles industries non polluantes

L'état et les banques privées pourraient accorder des crédits très avantageux pour les sociétés qui s'engagent dans le domaine des énergies renouvelables et de la récupération.

Les entreprises agricoles du domaine « Bio »

devraient inciter plus de mettre en ce qui concerne la visibilité de leurs produits. Une bonne communication inciterait les consommateurs de consommer vert. Une éducation de leurs prix diminuerait le risque que ces produits soient accessibles seulement pour les gens aisés.

L'Etat pourrait élaborer des mécanismes de financement des entreprises du domaine de l'énergie et de l'économie collaborative qui conduisent à la préservation de la biodiversité. L'Etat pourrait allouer un budget spécial climat.

Comme les mesures volontaires ne sont pas toujours suffisantes, des mesures coercitives devraient s'imposer.

ii L'Etat pénalisant plus les industries et les entreprises polluantes

Pour diminuer les émissions de gaz de serre, imposer plus les activités de l'aviation civile. Ainsi, une taxe supplémentaire pour les vols intérieurs pourrait être mise en place ou même l'interdiction des vols intérieurs pour une distance entre 800 et 1000 kilomètres. La TVA pour les vols internationaux et des taxes sur le kérosène pourraient dissuader les voyageurs. Ainsi l'aviation demanderait une exception pour les optima de voyage.

Pour protéger les tenants agricoles, les entreprises qui utilisent des produits toxiques et polluants pourraient payer une taxe supplémentaire en attendant de revenir aux anciennes pratiques.

et se mettre au vert.

Dans le domaine de la préservation de la biodiversité il reste beaucoup de choses à faire. Seulement une bonne concertation entre les pouvoirs publics et les acteurs privés permettant aboutir à de bonnes politiques en faveur du climat.

Merci aux membres du site
w.devenez-fonctionnaire.fr